

LES MIGRANTS
EN BAS DE CHEZ SOI

Du même auteur

Politiques du squat

La Dispute, 2000

Délit de jeunesse

La Découverte, 2005

La France des « petits-moyens »

(avec M. Cartier, O. Masclet, et Y. Siblot)

La Découverte, 2008

Troubles en psychiatrie

Enquête dans une unité pour adolescents

La Dispute, 2012

Juger, réprimer, accompagner

Essai sur la morale de l'État

(avec D. Fassin, Y. Bouagga, J. S. Eideliman, F. Fernandez, N. Fischer,

C. Kobelinsky, C. Makaremi, S. Mazouz et S. Roux)

Seuil, 2013

Sociologie des classes populaires contemporaines

(avec Y. Siblot, M. Cartier, O. Masclet et N. Renahy)

Armand Colin, 2015

ISABELLE COUTANT

LES MIGRANTS
EN BAS DE CHEZ SOI

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-139158-9

© Éditions du Seuil, mars 2018.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Introduction

Pendant trois mois, des « migrants et réfugiés », accompagnés de « soutiens » bénévoles, ont occupé un lycée désaffecté, gros cube de béton au milieu des tours, dans le quartier de la place des Fêtes au nord-est de Paris¹. Ils étaient environ 150 à leur arrivée, le 31 juillet 2015, et 1 404 le jour de l'évacuation selon la Préfecture, le 23 octobre 2015. Essentiellement des hommes, pour beaucoup originaires du Soudan, d'Afghanistan et d'Érythrée. « Un Calais en plein Paris » ont dit des journalistes, témoins de l'entassement, de l'insalubrité et de l'insécurité des lieux. À l'échelle du quartier, une rencontre avec l'Histoire, un événement au sens fort du terme, qui a pu donner l'impression, brutale, d'être au cœur d'un monde en déroute. Les images de ces hommes, toujours plus nombreux, dans la cour du lycée, se télescopaient avec celles relayées par les médias depuis des mois de ces migrants qui fuyaient leur pays à pied ou entassés dans des voitures puis des bateaux pour traverser la Méditerranée².

1. L'appellation utilisée ici, « migrants et réfugiés », désigne un groupe hétérogène qui rassemble des exilés aux statuts divers, et qui n'ont pas encore – et pour beaucoup n'auront pas – le statut de réfugié. Par la suite, j'utilise le terme de migrants pour désigner le fait que ce sont des populations qui ont émigré quelle qu'en soit la raison.

2. Selon l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), le nombre de demandeurs d'asile a atteint 79 914 en 2015, ce qui représente une hausse de 23,3 % par rapport à 2014 : + 64,2 % en provenance de Syrie, + 184 % en provenance du Soudan, + 254 % en provenance de l'Irak et + 349,2 % en provenance d'Afghanistan (« Premiers chiffres de l'asile en France en 2015 »,

C'est un collectif, « La Chapelle en lutte », qui a revendiqué l'occupation et rebaptisé l'ex-lycée Jean-Quarré « Maison des réfugiés ». Ce collectif, né en juin 2015 d'un mouvement de riverains du XVIII^e arrondissement, avait dénoncé les violences policières exercées à l'encontre d'exilés à la rue et les défaillances institutionnelles dans la politique de l'asile. Tout au long des mois de juin et juillet 2015, il s'était mobilisé aux côtés des demandeurs d'asile, à l'occasion de nouveaux campements, sans cesse démantelés et réinstallés, dans le nord de Paris. Parmi ces riverains, deux de mes collègues, tous deux anthropologues dans le bureau voisin du mien, avaient contribué à l'ouverture d'un groupe Facebook « Réfugiés de La Chapelle en lutte » auquel j'avais été conviée et pris l'initiative d'écrire un texte pour *Le Monde* que j'avais signé¹.

J'aurais dû être uniquement soulagée de savoir ces migrants à l'abri quand la Ville de Paris a entériné cette occupation du lycée. Mais, en tant qu'habitante de la Place, j'étais traversée de sentiments mêlés, j'étais choquée par le cynisme des élus de Paris qui toléraient les réfugiés à partir du moment où ils s'installaient au pied des immeubles HLM, loin des beaux quartiers et des lieux fréquentés par les touristes. Le lycée occupé, situé à quelques dizaines de mètres des logements sociaux, était enclavé entre une crèche, le collège REP² et l'école maternelle

<www.ofpra.gouv.fr>). Pour l'ensemble de l'Europe cette même année, le nombre de demandeurs d'asile a atteint le chiffre de 1,3 million alors qu'il s'échelonnait entre 200 000 et 400 000 par an au cours des années 2000. C'est deux fois plus qu'au moment de la guerre des Balkans. C'est toutefois peu au regard du nombre de réfugiés et de déplacés à l'échelle mondiale qui s'est élevé à 65,3 millions en 2015, et c'est très peu au regard d'autres pays comme le Liban ou la Turquie (voir Babels, *De Lesbos à Calais : comment l'Europe fabrique des camps*, Neuvy-en-Champagne, Le Passager clandestin, 2017, introduction).

1. « Les réfugiés de la Chapelle victimes d'une répression disproportionnée », *Le Monde*, 12 juin 2015, par Nicolas Jaoul et Chowra Makaremi.

2. Le collège est intégré dans le réseau d'éducation prioritaire compte tenu de la composition sociale de son public (plus de la moitié des élèves sont boursiers).

à quelques pas. La « générosité » soudaine de la Ville envers les migrants m'apparaissait aussi comme une forme d'abandon pour ce quartier du nord-est parisien et de mépris pour ses habitants.

La place des Fêtes rassemble des personnes de milieu social et d'origine extrêmement divers, à la fois en raison de son parc de logements et de l'histoire de son peuplement, succession de différentes migrations depuis plus d'un siècle. Si ce quartier abrite une population favorisée dans les logements à loyer intermédiaire et dans le parc privé, il reste populaire et résiste en partie à la gentrification¹ voisine du fait de son parc social. À l'image de Belleville, trois stations de métro plus bas, la place des Fêtes incarne en outre un Paris « mosaïque », mêlant couleurs et religions². Le quartier accueille des familles juives de longue date, ashkénazes puis séfarades, et, depuis les années 1970 la communauté loubavitch orthodoxe, dont les hommes portent longues barbes et chapeaux. Il abrite aussi des familles originaires des anciennes colonies du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne. On y croise des femmes en boubous colorés et, depuis quelques années, quelques jeunes femmes voilées. Dernières arrivées, des familles chinoises ont investi deux tours passées dans le parc privé à la fin des années 1990.

L'apparence et la réputation des lieux sont sans doute d'autres freins à la gentrification. Fruit de la rénovation urbaine des années 1960-1970, la place des Fêtes souffre d'un urbanisme *a priori* peu attirant qui fait « cité » – ses tours, son cœur bétonné –

1. Le terme de gentrification, importé de la sociologie anglo-saxonne, désigne le processus d'embourgeoisement des quartiers populaires, du fait de l'éviction des catégories les plus démunies au fur et à mesure de l'acquisition du bâti ancien par de nouvelles catégories d'habitants, jeunes et aisées. En rénover les logements, en investissant l'espace public, en suscitant l'ouverture de commerces prestigieux, elles induisent une augmentation des prix immobiliers.

2. Patrick Simon, « La société partagée. Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation : Belleville, Paris XX^e », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 98, 1995, p. 161-190.

et parfois d'une mauvaise image héritée des années 1990, marquées par la délinquance et les trafics. Depuis quelques années, la délinquance est moins visible et entravée par la « résidentialisation » des bâtiments, mais les inégalités se sont accentuées et les fractions les plus populaires se sont précarisées. Une partie du quartier, celle qui concentre les cinq grandes barres HLM voisines du lycée occupé, est, pour cette raison, récemment passée en « contrat de ville ». L'équilibre local demeure un équilibre fragile.

Le jour de la rentrée scolaire, au tout début du mois de septembre, j'ai accompagné mon fils qui entrait en classe de sixième dans le collège qui faisait face au lycée occupé, collège réputé « difficile » mais à l'équipe pédagogique solide. Les migrants – alors autour de quatre cents – n'étaient pas visibles, ils avaient probablement reçu pour consigne de rester à l'intérieur du bâtiment. Seuls témoignaient de leur présence les inscriptions sur les murs et le linge qui séchait sur des grillages dans la cour, à côté d'un semblant de potager et de quelques poules, un peu saugrenues, qui picoraient là. Tout en haut de ce cube en béton, strié de fenêtres alignées, une inscription en grosses lettres noires : *Refugees welcome*. Un peu plus bas : *Refugees are survivors*. Et, sur le côté, le long d'un escalier extérieur raccordant les quatre étages, une immense peinture représentant un Afghan coiffé d'un pakol, la tête baissée. Dans son discours d'accueil, le principal a d'emblée fait allusion à ces « nouveaux voisins », appelant à l'ouverture et à la tolérance. J'ai été surprise qu'aucun parent n'intervienne : aucune question, aucune inquiétude exprimée. J'ai pensé que cela ne se serait probablement pas passé ainsi dans tous les arrondissements de la capitale. Je suis montée avec mon fils dans sa classe, au premier étage ; ses fenêtres donnaient sur la cour du lycée. Quelques réfugiés s'étaient aventurés sur les paliers des escaliers, aux différents étages, pour fumer une cigarette ou prendre l'air.

En sortant, je suis passée voir quels étaient les besoins affichés sur le grand panneau qui figurait à l'entrée du lycée : huile, riz, pâtes, thon, produits d'hygiène, chaussures... Un tableau indiquait également les horaires des cours de français, des permanences infirmières, des permanences juridiques et différentes activités

proposées dans Paris par des bénévoles. Quand je suis revenue pour la sortie des classes, les migrants avaient réinvesti la cour, certains assis sur les bancs avec leurs téléphones, d'autres jouant au basket. Le soir, avant de s'endormir, mon fils m'a dit qu'il avait peur d'eux et m'a demandé comment je pouvais savoir que ce n'étaient pas des « caïds ». Il craignait aussi que ces hommes, parce qu'ils avaient vécu des choses terribles, ne soient devenus eux-mêmes violents. Je lui ai raconté ce que je venais de lire sur la page Facebook du collectif occupant le lieu : une bénévole y faisait le récit du cours qu'elle avait donné la veille au soir, sous le préau du lycée. L'un de ses élèves lui avait demandé comment on pouvait dire en français *I love France*. « *I love France*, c'est "j'aime la France", et *I like France*, "j'aime bien la France" », avait-elle répondu. Vingt visages s'étaient alors tournés vers elle, éclairés par la lueur des bougies, en répétant « J'aime la France, j'aime la France, j'aime la France... » malgré le non-accueil qui leur avait été réservé, à eux qui venaient de passer des mois dans la rue.

Dans les jours qui ont suivi, les dons ont commencé à affluer. La photographie du corps d'un petit Syrien, Aylan, mort le 2 septembre sur une plage turque, faisait le tour du monde, symbole de l'« humanité échouée », et ébranlait la forteresse européenne¹. L'occupation du lycée était relativement médiatisée et les besoins des réfugiés relayés sur les réseaux sociaux, le collectif étant très actif en termes de communication. Mais les migrants et leurs soutiens n'avaient pas la capacité de trier et de stocker tous ces dons, des tas de vêtements s'entassaient dans la cour, à côté des débris. L'arrivée des dons suscitait des tensions, parfois des bagarres, et nourrissait des trafics, attirant d'autres populations marginales dans le lieu. La situation se dégradait, les pouvoirs publics étaient absents, les militants divisés et moins présents, et les migrants

1. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estimera à 4 264 le nombre de morts et disparus aux portes de l'Europe au cours de l'année 2015. Voir Babels, *La Mort aux frontières de l'Europe : Retrouver, identifier, commémorer*, Neuvy-en-Champagne, Le Passager clandestin, 2017.

continuaient d'affluer. Quand je passais pour donner de la nourriture et des vêtements, j'étais désemparée et inquiète face à la désorganisation des lieux.

Il se passait là, à petite échelle, ce qui traversait l'Europe entière. Une arrivée soudaine et massive de migrants, sans que rien ait été prévu pour les accueillir, sans ligne politique claire. Comme dans la « jungle de Calais », qui, au même moment, abritait plus de trois mille personnes. Mais, encore plus qu'à Calais, les réfugiés vivaient ici en vis-à-vis direct des riverains les plus proches. Ceux qui habitaient la barre voisine, tout comme les collégiens, n'en étaient distants que de quelques mètres. Les uns et les autres se voyaient vivre à travers les fenêtres. Et cette barre d'environ deux cents logements – « France miniature » selon l'une des résidentes du fait de sa diversité générationnelle et culturelle – a été secouée par l'événement, au point que l'amicale des locataires a imposé un mois après l'arrivée des migrants. Je me suis dit que comprendre ce qui se jouait là, dans cet immeuble, et plus largement dans l'ensemble du quartier, ce serait un moyen de réfléchir aux conditions sociales de la tolérance¹. Pour saisir, peut-être, au-delà de ce cas, quelque chose de ce qui traversait la société française contemporaine.

Au mois de septembre 2015, je me suis rendue dans les différentes réunions organisées localement pour repérer les prises de position des uns et des autres. J'étais un peu déconcertée de voir ainsi tous mes mondes s'entrechoquer : mes sphères professionnelle, résidentielle, amicale s'entremêlaient, mes identités de chercheuse, de riveraine, de parent d'élève se superposaient et mon ethos de sociologue était troublé par mes inquiétudes de mère. J'ai continué de suivre les échanges « virtuels » qui avaient lieu sur la

1. J'ai amorcé cette réflexion à la fin des années 1990 à propos d'un immeuble squatté par des familles sans-papiers dans un quartier populaire (*Politiques du squat*, Paris, La Dispute, 2000) : selon leur trajectoire sociale et la position occupée dans la configuration locale, les habitants se montraient plus ou moins tolérants envers les squatters (qui pour leur part adoptaient différentes stratégies de présentation d'eux-mêmes afin d'être tolérés).

page Facebook « Réfugiés de La Chapelle en lutte » ; ils concernaient pour beaucoup à ce moment-là le lycée Jean-Quarré. Je me suis intéressée à la manière dont les médias relayaient l'événement. J'ai aussi interviewé des acteurs locaux et des élus. Au mois d'octobre, je suis entrée dans le lycée, pour rencontrer les représentants des réfugiés. L'enquête ne s'est pas tout à fait déroulée comme je l'imaginais. Je n'ai pas circulé dans le lieu et entre les communautés : introduite d'abord auprès des Afghans, c'est avec eux que je suis restée. Dans un tel contexte, les « soutiens¹ » sont, comme toute autre ressource, un enjeu. Les femmes peut-être encore plus, j'y reviendrai. À ce moment de la recherche, j'ai un peu perdu le fil de mes questions, emportée par la rencontre, profondément déstabilisée à la fois par ce drame humanitaire à ma porte et par l'intensité des relations nouées. Je passais au lycée quasiment tous les jours. Et puis ils sont partis. Ça a fait un grand vide. Je l'ai rempli en réalisant des entretiens avec les voisins – majoritairement des voisines – qui s'étaient engagés auprès des réfugiés. Qui étaient-ils ? Quel avait été le moteur de leur engagement ? Dans quelle histoire cela s'inscrivait-il ? Que restait-il, pour chacun, du passage des migrants ? Quelles suites à la mobilisation ? En parallèle du recueil de ces récits, miroirs du mien, j'ai tenté d'accéder à une autre parole, plus difficile à appréhender, celle de ceux qui s'étaient montrés hostiles ou particulièrement inquiets durant l'occupation. Qu'est-ce qui les différençait des précédents ? Tous ces entretiens avec les habitants du quartier se sont étalés de novembre 2015 à juin 2016. J'ai ensuite poursuivi mon aventure avec une partie des demandeurs d'asile auxquels je m'étais liée dans le lycée, assistant à travers eux à la lenteur et à la complexité des procédures administratives ; avec quelques-uns, au printemps 2016, nous sommes allés rencontrer les collégiens qui ne les avaient jusqu'alors connus qu'à travers les vitres et les grillages. Enfin, jusqu'à l'hiver 2016, soit plus d'un an après l'évacuation, j'ai tenté de tirer les fils de l'événement, toujours à l'échelle du quartier.

1. C'est le terme qu'eux-mêmes utilisent pour se désigner.

L'écriture pour laquelle j'ai opté suit le cours de l'événement et des traces qu'il a laissées, du point de vue du quartier. Elle donne à entendre les voix multiples qui l'ont entouré et à voir quelques-uns des personnages qui s'y sont mêlés. C'est en effet le rôle des sciences sociales face à l'événement que d'en dégager le sens en lui restituant son épaisseur sociale¹. La sociologie ici se fait aussi « histoire du présent² ». Pour pleinement restituer le sens de cet événement, il m'a paru important de ne pas complexifier un récit déjà dense et de ne pas rompre sa continuité : j'ai donc fait le choix de situer en préambule mon propos dans une littérature qui l'éclaire et de n'accorder ensuite qu'une place restreinte aux références qu'il appelle dans le champ des sciences sociales, qu'il s'agisse des débats sur la gentrification ou des travaux sur les migrations, les quartiers populaires, les mobilisations, le vote. Mais ils tissent la toile de fond qui a armé mon regard et nourri mon analyse. Si j'ai décidé de suivre la chronologie de l'événement, ce n'est pas seulement pour en faire le récit, c'est aussi pour des raisons scientifiques : on ne peut pleinement comprendre ici les actions et certains propos des enquêtés si on ne les retrace pas – au-delà de la référence à leurs trajectoires et à leurs interdépendances – en lien avec les moments auxquels ils se réfèrent. La perception de la situation et les stratégies entreprises ont ainsi pu varier au fil du temps, selon le nombre de migrants présents dans le bâtiment et le degré des tensions liées à la surpopulation. Le chapitre consacré aux habitants « hostiles » à l'occupation arrive relativement tard dans l'architecture d'ensemble parce que ces

1. Alban Bensa et Éric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 5-20.

2. C'est d'ailleurs ainsi que Paul Veyne définit la sociologie dans sa dimension empirique : à la différence de l'historien, le sociologue fabrique lui-même ses archives, par les entretiens, les observations, le recueil de documents et les statistiques, mais c'est ensuite, comme l'historien, à partir de ces sources, de ces données, qu'il se fonde pour analyser les transformations de la société (Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Paris, Seuil, 1971).

INTRODUCTION

entretiens ont été réalisés après l'évacuation du lycée et après les attentats de novembre 2015. Compte tenu de leur teneur – les réticences exprimées envers les migrants –, on ne peut sous-estimer l'impact des attentats sur les propos recueillis : il n'aurait pas été juste de les mobiliser en amont dans le récit.

Préambule

Entre cause des « réfugiés »
et cause d'un quartier

L'enquête menée autour de l'occupation de l'ex-lycée Jean-Quarré ne retrace pas l'ensemble d'une mobilisation puisque celle-ci s'inscrit dans un amont et un aval extérieurs à la scène étudiée. Ce travail débouche d'autant moins sur une analyse classique des mobilisations que son moment correspond à une désorganisation telle de l'action collective qu'il n'est pas certain dans ces semaines-là qu'on puisse l'étudier comme telle. Il demeure toutefois que l'événement prend sens dans un contexte plus général de montée en puissance d'une « cause des réfugiés » dans l'espace public et qu'il donne lieu, sur la scène du quartier, à une mobilisation secondaire qui s'y raccroche un temps. D'où la nécessité, en préambule, de poser quelques jalons issus des recherches en sciences sociales quant à ce type de mobilisation, utiles pour éclairer les données ethnographiques qui constituent l'essentiel des prochains chapitres.

La cause des sans-papiers

Les mobilisations immigrées ont longtemps été un sujet marginal, peu étudié et peu valorisé dans le champ des sciences sociales. C'est ce que note Johanna Siméant en prélude de son analyse sur les mouvements de sans-papiers des années 1970 aux années 1990¹. Elle

1. Johanna Siméant, *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

s'appuie sur les travaux d'Abdelmalek Sayad pour indiquer avec lui que c'est un effet du statut d'immigré, longtemps considéré comme seule force de travail et non comme sujet politique¹. En outre, comment rendre compte de ces mobilisations *a priori* improbables lorsqu'elles ont lieu, dans la mesure où ceux qui les portent semblent démunis des ressources minimales nécessaires à l'action collective ? Question qui se pose avec encore plus d'acuité lorsque ces immigrés sont en situation irrégulière et qu'ils risquent l'expulsion.

À propos des mobilisations de sans-papiers engagées à partir des années 1970 pour obtenir des régularisations, Johanna Siméant met en évidence, au-delà des effets du contexte – le durcissement des politiques publiques en matière d'immigration –, le rôle d'« entrepreneurs » de cause. Ces entrepreneurs sont de deux types : il y a des sans-papiers aux caractéristiques spécifiques, souvent jeunes, diplômés, déjà politisés, et des « soutiens » dans la société d'accueil. C'est une particularité de ces mobilisations de sans-papiers en effet que de n'être pas uniquement des mobilisations de sans-papiers. Parmi les soutiens, Johanna Siméant distingue deux pôles : une mouvance chrétienne de gauche, autour d'églises impliquées et en lien avec la CFDT², et des militants d'extrême gauche en recherche de cause, dont l'investissement résulte de la recomposition de la gauche extra-parlementaire après Mai 68. Ce militantisme de solidarité correspond donc à une « nébuleuse » d'acteurs aux registres et aux objectifs parfois différents. Les membres des différentes organisations mobilisées ont toutefois en commun d'occuper souvent des positions minoritaires en leur sein.

Autre élément important pour rendre compte de ces mobilisations, qui rappelle que l'immigration n'est pas un tout indifféren-

1. Abdelmalek Sayad, *L'Immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck, 1991, p. 298.

2. La CGT étant, historiquement, plus ambivalente envers la main-d'œuvre immigrée, dont la présence est perçue comme un instrument de division de la classe ouvrière par le patronat, *via* la concurrence qu'elle introduit sur le marché du travail.

